ANNEXE A

Haute Spécialisation			A Normal		B		C		D		TRANSITOIRE	
	Indices	Emol. Nets mensuels	Indices	Emol. Nets mensuels	Indices	Emol. Nets mensuels	Indices	Em. Nets mens.	Indices	Emol. Nets mensuels	Indices	Emol. Nets mensuels
Grade initial		Frs		Frs		Frs		Frs		Frs		Frs
1	1.300	48.463	1.100	41.007	750	27.959	550	20.503	270	10.065	200	7.455
2	1.450	54.055	1.200	44.735	850	31.687	600	22.367	310	11.566	215	8.014
3	1.600	59.647	1.300	48.463	950	35.415	650	24.231	350	13.047	230	8.574
4	1.750	65.238	1.400	52.191	1.050	39.143	700	26.095	390	14.538	245	9.133
Grade moyen												
1	1.900	70.830	1.500	55.919	1.150	42.871	750	27.959	430	16.029	260	9.692
2	2.050	76.422	1.600	59.647	1.250	46.599	800	29.823	470	17.520	275	10.251
3	2.200	82.014	1.700	63.375	1.350	50.327	850	31.687	510	19.011	290	10.811
Grade term.												
1	2.350	87.606	1.800	67.103	1.450	54.055	900	33.551	550	20.502	305	11.370
2	2.500	93.185	1.900	70.831	1.550	57.783	950	35.415	590	21.994	320	11.929
3	2.650	98.790	2.000	74.559	1.650	61.511	1.000	37.279	630	23.486	335	12.488
Classe except.												
1	2.800	104.381	2.100	78.287	1.750	65.239	1.050	39.143	670	24.977	350	13.048

DECRET N° 61-63 du 21 juillet 1961 modifiant le décret n° 61-25 du 16 mars 1961 fixant le nouveau régime de rémunération des fonctionnaires de la République togolaise.

Le Président de la République,

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958, portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise;

Vu le décret n° 61-25 du 16 mars 1961, fixant le nouveau régime de rémunération des fonctionnaires de la République togolaise;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre des Finances et des Affaires économiques;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 8 et 9 du décret n° 61-25 du 16 mars 1961, fixant le nouveau régime de rémunération des fonctionnaires de la République togolaise sont supprimés et remplacés par les dispositions nouvelles ci-après :

Art. 8. — Les fonctionnaires en service à la date d'effet du présent décret seront reclassés à l'échelon de leur grade comportant, après assujettissement aux retenues pour pension au taux de 5% une rémunération nette égale ou immédiatement supérieure à ce qu'ils percevaient au titre de leur ancienne position, à savoir :

— l'ancienne solde annuelle indexée après précompte d'une retenue pour pension égale à 6% de son montant.

— le complément spécial de solde applicable à leur taux de grade.

— l'indemnité de résidence uniformisée au taux maximum de 6%.

Art. 9. — Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1962.

ART. 2. — Le Ministre des finances et le Ministre de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 21 juillet 1961

S. E. OLYMPIO.

Par le Président de la République :
Le Ministre de la fonction publique,
P. AKOUÉTÉ.

Pour le Ministre des finances
et des affaires économiques absent :
S. E. OLYMPIO.